

FRÉDÉRIK GUILLAUME DUFOUR
FRANÇOIS TANGUAY

Mobilisations nationalistes au Québec : la CAQ, QS et l'élection de 2018

Abstract

This paper analyzes the 2018 election in Quebec through an exploration of its meaning for contemporary strategies of nationalist mobilizations in Quebec's political field. The paper pays a specific attention to the two formations which emerged as victorious during the election, Coalition Avenir Québec (CAQ) and Québec Solidaire (QS). The authors are putting forward two arguments. The first is that the types of nationalism mobilized by the CAQ and QS are more in continuity than in rupture with Quebec's recent political history. The second is that the types of nationalism mobilized by the CAQ and QS are also characterized by internal tensions. These tensions are even greater in the case of QS than in the case of the CAQ.

Résumé

Dans cet article, nous explorons ce que l'élection québécoise de 2018 nous apprend à propos de l'état des stratégies de mobilisation nationalistes dans le champ politique québécois. Nous analysons cette dimension en portant une attention particulière à la place qu'occupent deux jeunes formations en ascension dans ce paysage politique, la Coalition Avenir Québec (CAQ) et Québec Solidaire (QS). Nous mettons de l'avant deux arguments : le premier est que les nationalismes mobilisés par la CAQ et QS s'inscrivent davantage en continuité qu'en rupture avec l'histoire politique récente au Québec; le deuxième est que les types de nationalismes mobilisés par la CAQ et QS ne sont pas exempts de tensions internes. À moyen terme, ces tensions sont encore plus grandes pour QS que pour la CAQ.

Introduction

L'élection québécoise de 2018 s'est conclue, en apparence, sous le signe du changement. Pour la première fois depuis 1970, ce n'est ni le Parti Libéral (PLQ), ni le Parti Québécois (PQ) qui forment le gouvernement. C'est la Coalition Avenir Québec (CAQ), un parti formé en 2011 par François Legault, qui a remporté une victoire

décisive en faisant élire une majorité de 74 députés sur 125. Dans cet article, nous nous intéressons à cette élection sous l'angle de ce qu'elle représente sur le plan des types de nationalismes mobilisés dans le champ politique québécois. Nous analysons cette dimension en portant une attention particulière à la place qu'occupent deux jeunes formations en ascension dans ce paysage politique, la CAQ et Québec Solidaire (QS).

L'article met de l'avant deux arguments : le premier est que les nationalismes mobilisés par la CAQ et QS s'inscrivent davantage en continuité qu'en rupture avec l'histoire politique récente au Québec; le deuxième est que les types de nationalismes mobilisés par la CAQ et QS ne sont pas exempts de tensions internes, ce par quoi nous entendons qu'ils peuvent poursuivre des finalités qui entrent en contradiction les unes avec les autres.

Si l'élection de 2018 représente une conjoncture particulière, les types de nationalismes qui y furent mobilisés s'inscrivent au sein d'une temporalité plus longue dont nous rappelons ici les tendances générales. Notre argument procède en quatre temps : après avoir présenté notre stratégie de recherche et notre cadre théorique, nous situons les types de nationalismes mobilisés au Québec sur une courte trajectoire historique. Ensuite, passant de la trajectoire historique au temps court, nous analysons les données de 15 sondages d'opinion sur la politique québécoise entre 2012 et 2019 et nous analysons les processus politiques qui ont façonné la nouvelle répartition électorale au Québec. Enfin, nous revenons sur les stratégies de mobilisation nationalistes de la CAQ et de QS en explorant leurs forces et leurs limites.

La stratégie de recherche

Le répertoire de stratégies de mobilisations nationalistes des partis nationalistes au Québec est l'objet principal de notre article. Par stratégie de mobilisation, nous entendons l'ensemble des moyens matériels, idéologiques et cognitifs déployés par un acteur social afin d'orienter l'action d'autres acteurs sociaux en vue d'une finalité politique. Notre argument porte principalement sur la CAQ et QS en raison de leurs gains importants à l'élection de 2018, gains qui les positionnent, selon certains, comme les deux pôles émergents d'une nouvelle configuration du champ politique au Québec. Cela dit, comme un champ politique est façonné par des relations de pouvoir, nous nous intéresserons aux autres acteurs qui ont généralement cherché à mobiliser les acteurs nationalistes en tentant à monopoliser la parole légitime au nom de la nation. Ainsi, nous nous intéressons au PQ principalement afin d'expliquer le déclin de ses appuis et le déplacement de son électorat. Le PLQ, pour sa part, est moins interpellé dans notre analyse parce qu'il constitue le parti le moins nationaliste dans le système de partis québécois, et ce particulièrement durant les mandats de Jean Charest et Philippe Couillard marqués par une volonté de se distancer de la question nationale et d'un fédéralisme plus autonomiste (à l'instar du PLQ de Robert Bourassa, par exemple). Le choix des acteurs étudiés est donc

directement lié, d'une part, à notre objet d'analyse (les stratégies de mobilisations nationalistes) et à la nouvelle structure de compétition politique au Québec.

Afin de répondre à nos questions de recherches, deux types de données furent mobilisées : d'une part, des données de sondage d'opinion furent analysées pour identifier les bases sociales des partis ainsi que pour évaluer le recoupement et la proximité au niveau des valeurs et des idéologies de ces bases électorales, principalement pour la CAQ et le PQ. Dans le cas de QS, nous avons également procédé à une analyse de son programme électoral et de 34 documents (publications Facebook et lettres ouvertes) afin de procéder au codage des stratégies de mobilisation du parti et des actes de langage visant à cadrer l'image du parti, notamment en le distinguant des partis rivaux. Cette analyse cherche également à déterminer quels enjeux sont réinterprétés à travers le prisme du débat sur la souveraineté par la jeune formation dans un contexte où l'appui au projet indépendantiste est en déclin. L'analyse met également en relief le décalage entre les positions de l'état-major du parti et ses électeurs potentiels. Nous formulons l'hypothèse que ce décalage pourrait devenir problématique à court et moyen terme. Ces données nous permettent donc d'identifier les continuités entre les différents blocs d'électeurs nationalistes et d'évaluer le potentiel de mobilisation de ces différents types de nationalismes dans le contexte actuel.

La sociologie politique des nationalismes

Les mouvements nationalistes sont rarement des phénomènes univoques. Au Québec, comme ailleurs, la société civile est traversée par un répertoire de revendications nationalistes sur les plans politiques, économiques et culturelles dont la saillance varie selon les contextes et sur la longue durée (Dion 1975; Balthazar 2013; Langlois 2018; Salée 2010, 2016; St-Louis 2017). Notre cadre théorique en sociologie du nationalisme s'inscrit dans la tradition wébérienne d'étude des clôtures sociales dont les développements ont été formulés notamment par Rogers Brubaker et Andreas Wimmer (Dufour 2019). À cet égard, nous reprenons plusieurs éléments de Weber. Nous procédons à une taxonomie idéal-typique de différents nationalismes. Par définition, un idéal-type est une abstraction qui ne prétend pas décrire empiriquement la réalité, mais plutôt la reconstruction d'une unité de sens qui guide un type d'action orienté en fonction d'une rationalité stratégique, instrumentale, en valeur ou affective. Il peut donc y avoir une superposition empirique et un continuum entre différents idéaux-types, ceux-ci n'étant distincts qu'au niveau du type pure d'unité de sens reconstruit (Weber 1995). Nous reprenons également de Weber l'opposition au traitement anthropomorphique du concept de nation. Conformément à l'état actuel de la recherche en sociologie du nationalisme, il ne s'agit pas seulement de dépasser le débat stérile entre les approches objectivistes et subjectivistes de nation, mais bien de changer de registre d'analyse en analysant les types de nationalismes et non pas les types de nation, furent-elles petites, fragiles ou civiques (Dufour 2019, 26-35).

La définition générique la plus courante du nationalisme vient de Ernest Gellner qui le définit comme

un principe politique, qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes. [...] Le sentiment nationaliste est le sentiment de colère que suscite la violation de ce principe ou le sentiment de satisfaction que procure sa réalisation. Un mouvement nationaliste est un mouvement animé par un tel sentiment. (Gellner 1989, 11)

Les jalons posés par Gellner restent fondamentaux. Les chercheurs estiment cependant nécessaire de distinguer différents idéaux-types de nationalismes afin de procéder à une typologie plus précise des dynamiques relationnelles à l'œuvre dans des contextes spécifiques (Brubaker 2004; Malešević 2013; Wimmer 1997, 2009, 2013).

Les types de nationalismes peuvent être répertoriés selon les différentes dynamiques intergroupales médiatisées par un ou plusieurs État(s) qu'ils impliquent (Brubaker 1998; Hechter 2000; Dufour 2019). Une des dimensions spécifiques des conflits nationalistes par rapport à d'autres conflits ethno-nationalistes, ou à des conflits raciaux, est que les dynamiques intergroupales en jeu sont nécessairement en relation avec un ou des État(s), existant ou souhaité, et qu'ils impliquent nécessairement des vues antagoniques de qui devrait exercer un monopole de la souveraineté sur l'État (Dufour 2019). Pour les fins de cet article, nous distinguons cinq types de nationalismes.

Le type de nationalisme qui a été le plus standard depuis la constitution d'un champ d'étude scientifique de cet objet a été le *nationalisme en quête d'un État*. C'est le nationalisme d'une organisation qui réclame la légitimité de revendiquer au nom d'un groupe la sécession du dit groupe national d'une autre organisation politique, soit un Empire ou un État-national. Le PQ et QS sont les véhicules de ce type de nationalisme. Ils visent à faire du Québec un État indépendant du reste du Canada.

Ce premier type s'oppose souvent à un deuxième, le *nationalisme homogénéisant* d'un État souverain. Ce nationalisme est exercé par un État où un groupe qui se perçoit comme le détenteur légitime de l'État. Il vise l'homogénéisation de la population vivant sur son territoire en imposant son récit national, ses institutions et ses symboles nationaux aux groupes minoritaires. Depuis quelques décennies, le PQ et la CAQ ont été les porteurs de revendications et de projets de loi s'inscrivant dans une telle stratégie. Le Canada étant une fédération où l'éducation est un champ de compétence provinciale et l'immigration un champ de compétence partagé, les provinces, comme le Québec, disposent effectivement d'instruments politiques permettant à un parti provincial de mobiliser un tel nationalisme. Lorsque l'on passe du niveau idéal-typique à celui des manifestations empiriques concrètes dans le contexte québécois, on retrouve un dégradé de conceptions politiques allant des

variantes plus assimilationnistes à des variantes interculturelles (Gagnon 2000; Salée 2010, 2016; Juteau 2015; St-Louis 2017).

On qualifie de nationalisme *national-populiste*, un nationalisme anti-libéral qui mobilise ses adhérents sur un axe vertical en fonction de l'opposition entre le peuple et les élites et sur un axe horizontal, en fonction d'une opposition entre la nation et les étrangers. À la suite de Müller (2016) et Mudde et Kaltwasser (2018), nous définissons le populisme comme un imaginaire politique structuré autour de l'opposition entre un peuple pure et des élites corrompues. Le populisme de droite est également caractérisé par une posture anti-pluraliste et un nativisme anti-immigration. Le national-populisme cherche à délégitimer les institutions et les contre-pouvoirs de la démocratie parlementaire libérale en les associant à des menaces pour la nation. Au Québec, la CAQ a flirté avec un national-populisme light, en campagne électorale notamment. Le nouvel état-major de Québec Solidaire, quant à lui, flirte avec un populisme de gauche depuis le départ de Françoise David.

Le *nationalisme de consolidation étatique* se distingue du nationalisme en quête d'un État d'abord dans la mesure où il ne revendique pas la formation d'une nouvelle entité politique. Dans le contexte québécois, il consiste plutôt à vouloir accroître les pouvoirs du gouvernement du Québec au sein de la fédération, accroître l'autonomie du gouvernement provincial et/ou le rapport de force du gouvernement du Québec par rapport aux autres acteurs de la fédération canadienne. Dans l'histoire politique du Québec, des initiatives menées autant par le PLQ que le PQ se sont inscrites dans cet horizon. À certains égards, ce nationalisme peut ressembler à un régionalisme, à l'importante exception près qu'il repose sur une conception de la souveraineté qui conçoit le gouvernement provincial comme le lieu de l'autodétermination *nationale*.

Dans un ensemble fédéral, un nationalisme de consolidation étatique peut prendre la forme d'un *nationalisme de reconnaissance* des minorités nationales. Ce nationalisme est celui d'un mouvement qui, sans chercher à faire sécession d'un État souverain, réclame la reconnaissance d'un statut politique, juridique ou culturel particulier au sein d'un État fédéral ou revendique une plus grande autonomie politique dans certains champs de compétence.

Notre modèle idéal-type a plusieurs avantages. D'abord, il ne débute pas par une conception arbitraire de la nation et ne lui attribue pas une intentionnalité anthropomorphique, comme c'est souvent le cas dans l'ontologie herdérienne du nationalisme (Wimmer 2009). Puis, il explique pourquoi certaines revendications prennent une forme plus civique, alors que d'autres prennent une forme plus ethnoculturelle, sans tomber dans le piège d'affirmer que certaines nations sont intrinsèquement l'une ou l'autre (Brubaker 2004). Le modèle va également au-delà de l'opposition entre l'indépendantisme et le fédéralisme centralisateur qui ne rend pas compte des mobilisations ou revendications nationalistes au Québec qui ne sont pas souverainistes. Enfin, il rend compte de tensions ou contradictions qui peuvent survenir au sein des mouvements nationalistes lorsque deux finalités nationalistes distinctes sont poursuivies simultanément.

Type de nationalisme	Objectif politique	Stratégie
En quête d'un État	Formation d'un nouvel État après la sécession d'un État existant	Référendum Crise politique ou constitutionnelle
Construction étatique	Consolidation de la puissance politique, économique, fiscale, culturelle et démographique d'une entité étatique ou sous-étatique	Augmentation du poids et du rapport de force économique, politique, démographique ou culturel d'une entité sous-étatique au sein d'un ensemble étatique
Homogénéisant	Imposition des codes culturels, linguistiques et symboliques du groupe hégémonique aux autres groupes	Législation en matière linguistique, culturelle, d'éducation, symbolique afin de promouvoir et/ou interdire des pratiques
National-populiste	Stigmatisation de groupes en-dehors de la norme déterminée par le groupe hégémonique et des institutions défendant ces groupes	Nationalisme homogénéisant + augmentation du pouvoir exécutif, limitation des contre-pouvoirs juridiques, législatifs, médiatiques et de la société civile
De reconnaissance (de minorité nationale)	Obtention de droits, de pouvoirs ou de leviers administratifs permettant à un groupe de voir reconnu son statut particulier au sein d'un État	Acquisition de pouvoirs particuliers au niveau constitutionnel ou administratif; décentralisation; fédéralisme asymétrique

Fig. 1 – Types de nationalisme, objectifs et stratégies

Notre modèle procède à partir d'idéaux-types. Il abstrait des types d'une réalité plus complexe où les phénomènes ne sont pas étanches, mais forment plutôt un certain continuum. Les idéaux-types permettent cependant de rendre intelligible le monde social, de dégager des tendances générales et de formuler des hypothèses théoriques à propos de celui-ci. Le modèle permet une analyse fine des types de nationalismes mobilisés par les formations politiques. Nous sommes conscients que les électeurs effectuent des choix en fonction d'un ensemble de facteurs où la dimension identitaire n'est pas toujours au premier plan. Il n'en demeure pas moins qu'en politique québécoise, l'axe indépendance vs fédéralisme continue de jouer un rôle déterminant au sens où de nombreux électeurs ne voteront pas pour une formation qui ne partage pas leur position sur cet axe, même si elle rejoint plusieurs de leurs valeurs.

L'élection de 2018 : bilan et bases électorales

Au moment de déclencher l'élection de 2018, le PLQ terminait un mandat de quatre ans et avait été au pouvoir de 2003 à 2012 sous les gouvernements de Jean Charest. Ce cycle au gouvernement du PLQ fut interrompu par un gouvernement minoritaire du PQ de 2012 à 2014.

Lors de cette élection, 71% des votes exprimés allèrent à des formations qui se déclarent « nationalistes », soit la CAQ, le PQ et QS, et 33% à des formations qui se déclarent « indépendantistes », soit le PQ et QS (voir Élections Québec 2018). En remportant une victoire décisive, la CAQ a conservé ses sièges et étendu ses gains à l'extérieur des régions fidèles à l'ancienne ADQ¹. Le parti a également percé aux endroits où l'ADQ avait bien performé en 2007, particulièrement dans Laurentides-Lanaudières (16 circonscriptions sur 17), en Mauricie et en Montérégie. Elle est devenue le premier parti en Outaouais, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans Côte-Nord et Nord-du-Québec ainsi qu'en Abitibi-Témiscamingue. Une analyse des raisons du vote de 2018 menée par Claire Durand évalue que 55% des électeurs de la CAQ l'ont appuyé par « volonté de changement » (Durand 2019).

Le PQ, pour sa part, a perdu les banlieues de Montréal ainsi que des sièges en région, au Saguenay, notamment. Il a connu sa pire performance électorale depuis sa fondation avec seulement 17% du suffrage exprimé. Le PLQ connut également sa pire performance au niveau du suffrage exprimé (25%) depuis les années 1960. QS, pour sa part, a recueilli plus du double de son meilleur score précédent avec 16% des votes. La formation est parvenue à faire élire des députés à l'extérieur de Montréal, repoussant ainsi un plafond important.

Le graphique suivant (Fig. 2) illustre les tendances électorales des deux dernières décennies et permet de bien saisir l'évolution du vote ayant mené aux résultats de 2018. Au niveau de l'offre, l'apparition de nouveaux partis eut comme conséquence d'accroître la compétition électorale au détriment du PQ et du PLQ, comme le montre leur difficulté nouvelle à obtenir 40% des suffrages. Le désintérêt grandissant pour la souveraineté (voir plus bas) et la perte de saillance du clivage indépendance/fédéralisme contribua également au déclin du vote pour ces partis. Le PQ fut particulièrement touché. Depuis l'élection de 1998, le parti ne fut jamais en mesure d'obtenir plus de 35% des voix alors qu'il avait toujours été en mesure d'obtenir entre 39% et 49% des suffrages depuis 1976.

Pour la CAQ et QS, l'élection de 2018 fut donc une victoire. Même si QS n'arriva pas en seconde place, la formation supplanta le PQ qui, à certains égards, fut son principal rival durant la campagne. L'ascension de ces deux partis relativement jeunes constitue un changement en ce qui a trait au système de partis structuré par l'alternance entre le PLQ et le PQ depuis les années 1970. La répartition des votes nationalistes entre différentes formations s'inscrit, elle, dans une tendance moins récente que notre modèle théorique met en évidence.

1 L'Action Démocratique du Québec est l'ancienne formation populiste de droite qui fut dirigée par Mario Dumont de 1994 à 2012 (Piotte 2003). Elle fusionna avec la CAQ en 2012.

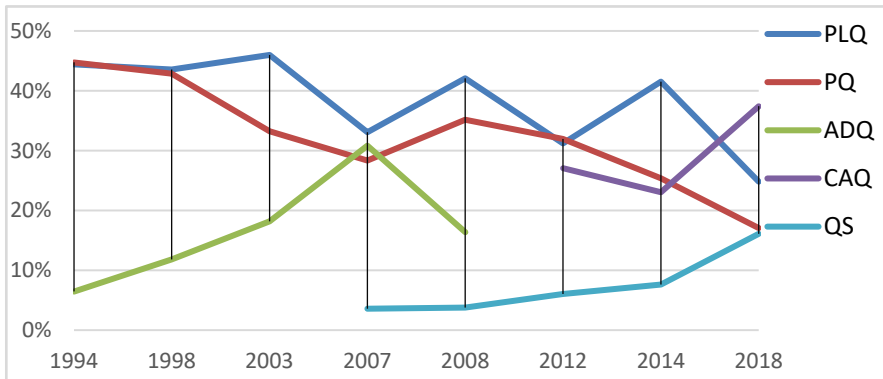


Fig. 2 – Résultats électoraux au Québec en pourcentage du suffrage exprimé, 1994-2018

Si trois partis « nationalistes » se sont partagés 71% du vote, ils ne mobilisent pas pour autant les mêmes profils d'électeurs et d'électeurs potentiels. Il convient d'étudier la base sociale, régionale et démographique de leurs appuis. C'est ce que nous avons fait en analysant 15 sondages produits depuis 2012, dont les deux tiers ont été effectués depuis 2017.

La CAQ exerce une forte attraction hors de Montréal. Dès 2012, elle obtient 27% du vote des régions, 34% du vote des banlieues de Montréal, et plus du tiers des électeurs à Québec (Léger 2012). En 2012, une bonne partie des électeurs des régions restent fidèles au PQ (38%) (ibid.). Cependant, en Montérégie, là où la CAQ remporte seulement trois sièges, le parti termine deuxième dans 15 des 19 circonscriptions. C'est aux dépens du PQ qu'elle fait des gains qui se rigidifient à partir de 2017.

L'élection de 2018 confirme ces tendances. La CAQ arrive en première place chez les francophones où elle supprime le PQ. Elle récolte l'appui d'environ 9% des non francophones. La formation performe bien tant chez les 55 ans et plus que chez les 35-54 ans. Des sondages lui attribuent même jusqu'à 20% des intentions de vote chez les jeunes en 2018 (Ipsos 2018e; Léger 2018). La formation rejoint les travailleurs manuels qualifiés, les cols bleus et les techniciens. Sa base électorale est importante dans la couronne de l'Île de Montréal, à Québec et en région. Le parti tire son épingle du jeu en se dédouanant du clivage indépendantisme/fédéralisme au profit d'un nationalisme de consolidation étatique, homogénéisant, et flirtant avec le populisme sur les questions identitaires.

C'est à Montréal que QS, autre formation en ascendance, trouve le plus d'appuis en allant chercher en moyenne 15% du suffrage. Dans certains sondages, le parti se hisse en deuxième place derrière le PLQ, supplantant ainsi le PQ (Ipsos 2018d). Dans les banlieues, toutefois, QS performe moins bien. Dans l'ensemble, pour l'île et ses banlieues, QS obtient en moyenne 11% du vote. Le parti obtient en moyenne 8% des intentions dans la région de Québec et 10% hors des métropoles. Il obtient en

moyenne 12% du vote francophone et davantage d'appuis des non francophones que le PQ, mais moins que la CAQ. QS rejoint 10% des ménages faisant plus de 100 000\$ par année, tout comme ceux faisant moins de 40 000\$ par année. La formation a des appuis chez les détenteurs d'études supérieures (10%) et d'un diplôme d'études collégiales² (DEC) (9%) (Ipsos 2017). La grève étudiante de 2012 a été l'un des événements mémoriels de la génération la plus portée vers QS, soit les 18-24 ou 18-34 ans. Chez ceux-ci, des sondages placent QS en premier avec jusqu'à 27% des intentions de vote (Ipsos 2018d), d'autres les situent à 24% (Léger 2014) ou à 20% (Léger 2018). Dans les plus récents sondages, QS dépasse le PQ chez les jeunes ce qui n'était pas le cas en 2012 (voir notamment Léger 2019b; Ipsos 2018e).

Quant au PQ, en perdant de l'appui dans les régions et chez les francophones, sa position devient plus précaire. Il peine à garder l'appui dont il bénéficiait chez les jeunes et chez les souverainistes de 55 ans et plus. En 2017, le parti ne récoltait pas plus de 16% du vote chez aucun groupe d'âge (Ipsos 2017). Les résultats ne sont guère mieux en 2018, alors que le parti ne domine plus aucun groupe d'âge et n'obtient même pas 20% dans deux des trois groupes d'âge (Ipsos 2018). Le parti performe assez bien chez les titulaires d'un diplôme d'études secondaires, allant chercher 23% des appuis en 2017 (Ipsos 2017). Le parti n'est plus en mesure de rallier une pluralité d'intentions dans aucune strate socioéconomique. Ce recul semble s'effectuer principalement au profit de la CAQ, et dans une moindre mesure de QS.

Le PLQ a également été victime de la montée de la CAQ qui a rejoint des électeurs non souverainistes en région. Sa perte de plusieurs sièges en Outaouais, en Mauricie, en Estrie-Centre-du-Québec, dans Chaudières-Appalaches ainsi qu'à Québec pourrait indiquer que la base régionale du PLQ est plus fragile qu'il semblait, et qu'elle reposait en partie sur la saillance du clivage indépendantisme/fédéralisme. Contrairement au PQ, toutefois, le parti réussit à conserver des appuis chez les plus scolarisés et les ménages les plus riches, tout en restant compétitif à travers les groupes d'âges.

Le PQ ou le déclin du nationalisme en quête d'un État

Le double mouvement le plus significatif dans le paysage nationaliste au Québec depuis le début des années 2000 a été d'une part le déclin des intentions de vote en faveur de la souveraineté du Québec et, d'autre part, un mouvement en faveur d'une intervention plus forte de l'État en matière d'affirmation identitaire et économique. Si le premier mouvement est arrimé en partie à une temporalité générationnelle, le second est plus récent. Il constitue en partie une réaction à ce qui a été perçu comme l'inaction des gouvernements du PLQ dans ces domaines.

2 Dans le système d'éducation québécois, le diplôme d'études collégiales (DEC) est obtenu après complétion d'un programme collégial pré-universitaire ou technique dans un CÉGEP, d'une durée de deux ou trois ans selon le programme. Il correspond aux 12e, 13e et 14e années d'études (selon le programme choisi).

Le *nationalisme en quête d'un État* fut porté par certaines organisations très conservatrices au Québec durant les années 1950 et 1960. Des organisations socialistes, s'inspirant des luttes de libérations nationales, se l'approprièrent durant les années 1960 et 1970 (Lamonde 2016; Mill 2010). C'est cependant le PQ qui devint le principal véhicule de ce nationalisme à partir de 1976 (Baltazar 2013). Il est longtemps parvenu à fédérer des mouvances politiques allant de la gauche à la droite autour du projet souverainiste³. Lors de cette période marquée par le développement de l'État québécois, l'affirmation linguistique des francophones et les débats constitutionnels, le jeu politique était articulé autour de deux partis selon le clivage entre indépendantisme et fédéralisme.

L'option indépendantiste bat de l'aile depuis 1995. L'appui à l'indépendance plafonne sous les 35% (Léger 2017a), et des données de novembre 2019 font état d'un appui de seulement 25% (Léger 2019a). Cette dernière enquête indique que les Québécois adhèrent maintenant plus que dans les 30 dernières années à l'idée que le Québec est une province comme les autres. Seulement 21% des répondants soutenaient cet énoncé en 1990 contre 33% en 2003 et 44% en 2019. Au niveau de l'appui à la souveraineté, nous sommes passés de 42% des répondants qui soutenaient cette option en 1990 à 25% en 2003 et 2019. La position autonomiste, correspondant à un nationalisme de consolidation étatique, rejoint aujourd'hui 31% des électeurs. Les 55 ans et plus sont ceux considérant le moins que le Québec est une province comme les autres avec seulement 34% des répondants en accord avec cet énoncé. À l'inverse, chez les 18-34 ans et les 35-54 ans, il s'agit de l'option la plus populaire récoltant un appui de 53% et 50% des répondants. Les 55 ans et plus sont légèrement plus enclins à choisir l'option autonomiste à 37%. Ils demeurent le groupe d'âge le plus attaché à l'option souverainiste (29%, contre 22% pour les 18-34 et 23% pour les 35-54 ans).

L'électorat québécois semble également ambivalent à l'égard de la réouverture du débat constitutionnel (Léger 2017b). Un sondage réalisé en 2017, alors que Philippe Couillard évoquait cette possibilité, indiquait que les électeurs libéraux et les plus jeunes étaient davantage en accord avec l'idée de signer la Constitution canadienne, alors que les électeurs de QS sont ceux qui s'intéressent le moins à ce débat et qui ont les positions les moins arrêtées sur ce sujet. Chez les péquistes et les caquistes, le débat constitutionnel ne semble pas intéresser davantage qu'une personne sur deux.

Un autre coup de sonde, réalisé en mai 2018, demandait aux répondants leur niveau d'accord avec l'énoncé « le débat sur la souveraineté du Québec est dépassé et ne devrait plus faire partie des enjeux lors de la prochaine campagne électorale » (Ipsos 2018b). Encore ici, une majorité, tout parti confondu, se dit en accord avec l'énoncé. Les électeurs de 35 à 54 ans sont les moins portés à estimer que le débat sur la souveraineté est dépassé (71%). Les 55 ans et plus, quant à eux, sont les plus enclins

3 La formation de QS résulta en partie de cette rupture avec l'idée que la gauche devait accepter une politique de déficit zéro au nom d'un horizon souverainiste (P. Dufour 2012).

à le considérer dépassé (77%) devant les 18-34 ans (73%). Bien que le PQ et QS soient tous deux indépendantistes, leurs partisans se distinguent nettement sur cette question. Seulement 38% des péquistes sont d'accord avec l'énoncé, alors que 63% des électeurs de QS le sont. Chez les caquistes, l'appui est à 79%, alors qu'il est à 90% chez les libéraux.

Sur la question des préférences constitutionnelles, 37% des 18-25 ans disent vouloir que le statut du Québec dans le Canada demeure le même (Ipsos 2018c). 33% souhaitent que le Québec obtienne plus de pouvoir tout en restant dans le Canada. 19% disent vouloir l'indépendance, dont 22% d'hommes et 15% de femmes. Les jeunes électeurs sont moins intéressés par les enjeux touchant de près ou de loin à la question nationale. Seulement 10% des répondants ont placé la langue française comme l'un des deux enjeux électoraux les plus importants, seulement 7% ont répondu l'immigration et 4% la souveraineté. Cependant, 40% mettent en tête l'éducation, 32% la santé, et 26% l'environnement. Aucun des trois enjeux touchant au nationalisme (langue, immigration, souveraineté) n'est prioritaire chez les jeunes. La souveraineté arrive en dernière place à égalité avec les finances publiques et la dette. Le projet indépendantiste apparaît donc porté par les générations plus âgées.

Déjà en 1992, Cloutier, Guay et Latouche diagnostiquaient une « très grande continuité entre le bloc souverainiste de 1980 et celui de 1990-1991 » (1992, 123) en montrant que dans le premier cas, les 25-34 ans étaient les plus enclins à voter oui, alors que dans le second, c'était les 35-44 ans. En 2020, ce groupe correspond à la génération des 65 ans et plus, qui demeure la plus attachée au débat sur la souveraineté. Les analyses postulant une dynamique générationnelle dans l'appui à la souveraineté et au PQ (Lemieux 2011; Langlois 2018) semblent donc trouver une confirmation dans le contexte actuel. En effet, les données des sondages d'opinion que nous avons analysées sont en phase avec les résultats d'autres études récentes, montrant l'attachement plus grand au projet souverainistes et à son principal véhicule, le PQ, chez la génération du baby-boom et, comme à l'habitude, chez certains électeurs plus jeunes (Vallée-Dubois/Dassonneville/Godbout 2017; Mahéo/Bélangier 2018; Dufresne/Tessier/Montigny 2019). Tout en admettant que certains événements politiques puissent faire varier l'appui au projet souverainiste, l'effet conjugué d'un renouvellement générationnel difficile et du vieillissement de la génération du bloc indépendantiste socialisé lors de la révolution tranquille contribue à la perte de saillance de l'indépendance en politique québécoise. Gagné et Langlois soulignaient, en 2002, que les 65 ans et plus étaient historiquement divisés sur la question. D'une part, leur socialisation particulière les rendait plus susceptibles de se percevoir comme victimes d'une oppression historique en tant que Canadien-français; d'autre part, des effets liés au cycle de vie des individus, notamment la dépendance à l'État fédéral pour les rentes de retraite, pouvaient favoriser un abandon du projet indépendantiste (2002, 25-26). Ces effets liés au cycle de vie des individus sont confirmés par l'analyse de Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout (2017, 61) qui montrent effectivement une tendance générale à l'abandon

du projet indépendantiste à mesure que les individus vieillissent. Ainsi, il apparaît probable que l'indépendance perde en importance à mesure que la principale génération qui portait ce projet laisse sa place à des générations plus jeunes.

Une partie du discours de la CAQ, hérité de l'ancien ADQ, situe la formation à droite sur l'échiquier politique. On trouve cependant chez François Legault un nationalisme de construction étatique beaucoup plus prononcé que dans les positions libertariennes de l'ancienne ADQ. Que ce soit dans ses projets d'exportation d'électricité, de développer un Amazon québécois, de se porter à la défense des sièges sociaux au Québec, dans le mantra répété d'augmenter le nombre d'emplois générant des salaires élevés, de réduire la péréquation à l'égard du Québec. Ce discours est plus séduisant pour les nationalistes économiques PQ, que le discours libertarien de l'ancienne ADQ. Une partie de l'électorat péquiste qui campait à droite est certainement passé à la CAQ. Sur son flanc gauche, c'est par QS que le PQ subit une certaine érosion.

La CAQ ou la transformation des marqueurs du nationalisme homogénéisant

La question linguistique et l'opposition politique au Canada anglais ont longtemps été les principaux marqueurs de mobilisation du nationalisme homogénéisant au Québec. Ces deux marqueurs, cependant, n'ont plus la force de ralliement qu'ils ont déjà eue. Depuis une vingtaine d'années, ils ont été supplantés par d'autres enjeux, comme celui de la religiosité, de l'immigration et de l'accueil des réfugiés.

La question de la « laïcité », ou de l'interdiction du port de signes religieux pour certains employés de l'État, fut au cœur de l'élection de 2018. Cette question polarise la société québécoise. Si ce débat est commun à plusieurs États occidentaux, au Québec, il s'arrime et réoriente d'anciens enjeux sociaux et politiques : la déconfessionnalisation de l'éducation, la critique du multiculturalisme, les modèles d'intégration sociales, par exemple. Combiné à d'autres transformations sociales, comme la mobilité sociale ascendante des francophones, les effets de la loi 101 sur l'atténuation du débat linguistique et le déclin de l'option indépendantiste, ces enjeux sont venus redéfinir les stratégies de mobilisation des organisations nationalistes.

Sous l'angle des transformations sociales qu'a connues la société québécoise, la stabilisation des taux d'anglicisation causée par le succès de la loi 101 et la mobilité sociale ascendante des francophones du Québec ont privé les souverainistes de deux puissants leviers de mobilisation. Le français est stable au Québec, autour de 78% (2016), et selon l'Office québécois de la langue française (OQLF), les personnes immigrantes utilisent davantage le français que l'anglais à la maison, à 33% contre 14% (OQLF 2019, V). Les craintes de voir le Québec s'angliciser semblent donc sous contrôle, notamment en raison du succès de la loi 101 et du rapatriement par le Québec de différentes compétences, particulièrement en immigration. Comme le soulignait le rapport Laurendeau-Dunton, il existait, à la lumière des tendances observables chez les francophones des autres provinces canadiennes et en

conséquence de la propension des immigrants à choisir l'anglais comme langue d'usage, un risque réel d'anglicisation du Québec (Castonguay 1997, 470). À cela s'ajoute le fait que dans le Québec de cette époque, c'est-à-dire avant la loi 101, l'anglais était la langue privilégiée du marché du travail et sa connaissance constituait un gage important d'avancement social pour les francophones (Rioux 1978, 124-126).

L'enjeu des inégalités salariales entre groupes linguistiques avait été, tout au long des années 1960, un enjeu de mobilisation clef pour le mouvement nationaliste canadien-français. Selon les données du recensement de 1961, les Canadiens-français constituaient l'un des groupes ethniques les moins bien rémunérés au Québec (voir Rioux 1978, 129). La Commission Laurendeau-Dunton mit en évidence le recoupement entre l'inégalité socio-économique et la langue maternelle. La question linguistique, décliné notamment à travers les débats sur la langue d'instruction, la langue parlée au travail et la langue d'affichage, constitua un axe de mobilisation important pour le PQ durant le dernier quart du vingtième siècle. Cet écart, se situant à 16% en 1970, s'est progressivement comblé en l'espace d'une décennie pour atteindre 1% en 1980, constituant une différence « si mince qu'elle n'est pas socialement ou statistiquement significative » (Béland et al. 2010, 92). Au courant des cinquante dernières années, aidée par le développement d'une fonction publique étendue et de l'émergence d'une classe capitaliste franco-québécoise (le « Québec inc. »), la superposition des clivages socioéconomiques et sociolinguistiques s'est estompée. Bien que QS cherche à se réapproprié le discours sur la libération nationale des Canadiens-français, il est difficile d'y voir davantage que de la nostalgie pour une époque où Pierre Vallières évoquait les « nègres blancs d'Amérique » pour désigner les Canadiens-français au Québec.

Il apparaît ainsi que les combats menés autrefois par les nationalistes québécois en vue de dénoncer des inégalités socio-économiques et socio-linguistiques ne permettent pas une mobilisation similaire à l'heure actuelle. Il y a donc eu d'importants déplacements dans la configuration du champ politique au Québec et au Canada et dans les dynamiques politiques liées à la création de nouvelles clôtures sociales. C'est dans ce contexte qu'il convient d'interpréter le virage conservateur du nationalisme au Québec. D'autres éléments aident à comprendre ce virage. La pluralisation ethnique des sociétés occidentales, processus que dénoncent tant les nationalistes conservateurs, mine la poursuite d'un projet qui reste porté essentiellement par les Québécois d'origine canadienne-française. En ce sens, la mondialisation culturelle et l'immigration suscitent chez ces conservateurs une inquiétude grandissante qui se présente sous la critique d'une « fragmentation du social », d'une perte d'une supposée unité politique incarnée par la nation. La défaite électorale du PQ dirigé par André Boisclair en 2007 favorise un retour au premier plan des ailes conservatrice et républicaine des intellectuels organiques du Parti Québécois aux dépens des défenseurs de l'interculturalisme et du pluralisme

(Piotte/Couture 2012; Balthazar 2013; Belkhodja/Traisnel 2011; Juteau 2015; Dupuis-Déri/Éthier 2016).

Si la réflexion sur les fondements théoriques pour une réinterprétation du nationalisme au Québec était entamée dès la moitié des années 1990, ce n'est que plus tard qu'ils se cristalliseront en enjeux politiques. On assiste à une transformation de la critique du multiculturalisme dans les cercles nationalistes québécois durant cette période (Belkhodja/Traisnel 2011). À partir de 2007, l'opposition au multiculturalisme et la défense de la « laïcité » deviendront des enjeux clés en politique québécoise. L'ADQ de Dumont et le PQ de Marois seront les premiers à mettre de l'avant ces questions polarisantes. La CAQ reprend le flambeau, même si la question de la laïcité n'était pas centrale au projet nationaliste de la CAQ en 2015, comme le témoigne son absence du programme *Un nouveau projet pour les nationalistes du Québec* (CAQ 2015). La CAQ mise sur cette nouvelle interprétation homogénéisatrice de la nation et s'oppose à un courant pluraliste défendu principalement par QS et le PLQ. Cette nouvelle sensibilité conservatrice mise sur l'opposition à la politique canadienne du multiculturalisme et à la fragmentation que celle-ci apporterait.

La comparaison des programmes de la CAQ de 2015 et de 2017-2018 (CAQ 2015; CAQ 2018) traduit bien la volonté de faire des gains sur le terrain identitaire occupé par le PQ. Les électeurs des deux formations ont souvent des profils similaires lorsqu'ils sont sondés sur les enjeux liés à l'immigration, aux signes religieux, à l'identité et aux réfugiés. À la question de savoir si le Québec se dirige dans une bonne direction en ce qui concerne l'identité et les signes religieux (Ipsos 2017), on observait des résultats plus optimistes chez les groupes de répondants plus jeunes (18-34 ans), plus éduqués, montréalais et non francophones. Inversement, le pessimisme à l'égard de la direction prise sur l'enjeu de l'identité et des signes religieux est plus élevé chez les répondants plus âgés, les francophones, à Québec et dans les régions. Les caquistes et péquistes sont enclins à répondre « Mauvaise direction » à 72% et 70% respectivement; les solidaires à 60% et les libéraux à 40%. Péquistes et caquistes partageaient le même diagnostic pessimiste.

À savoir si le Québec se dirige dans une bonne direction au niveau de l'immigration (ibid.), une évaluation négative de la direction prise par le Québec est partagée par les répondants de 35-54 ans (59%) et ceux de 55 ans et plus (60%). 43% des 18-34 ans partagent cette opinion. Le pessimisme est plus important chez les francophones, en région et chez les répondants non-diplômés. Inversement, les non francophones, les montréalais et habitants de Québec, les répondants détenteurs d'un diplôme d'étude supérieure et les foyers ayant un meilleur revenu sont plus optimistes. Les répondants des trois partis nationalistes soutiennent que le Québec se dirige dans une mauvaise direction : la CAQ à 72%, le PQ à 67% et QS à 52%. Les partisans du PLQ sont quant à eux plus divisés. 50% d'entre eux sont en accord avec l'énoncé selon lequel le Québec se dirige dans la bonne direction, 35% affirment le contraire et 15% ne savent pas.

Encore une fois, la CAQ et le PQ se disputent des profils similaires sur cette question, alors que les électeurs du PLQ et de QS ont des perceptions plus similaires.

Un autre sondage mené par Ipsos quelques mois avant l'élection de 2018 permet de comparer l'orientation idéologique des électeurs de la CAQ et du PQ. Une première question mesurait l'accord avec l'énoncé : « Nous passons trop de temps à débattre de sujets liés aux symboles religieux et aux accommodements raisonnables » (Ipsos 2018b). Les répondants plus âgés pensent davantage que nous débattons trop d'accommodements raisonnables et de symboles religieux (respectivement 81% chez les 55 ans et plus, 77% chez les 35-54 ans et 74% chez les 18-34 ans). Les péquistes sont le groupe voulant le plus poursuivre le débat (35% en désaccord), suivi des solidaires (23%), des caquistes (20%) et des libéraux (16%). Les indépendantistes sont plus enclins à vouloir poursuivre le débat que les partisans du « Non » (33% vs 16%). La CAQ, en en faisant un enjeu électoral clef, peut donc avoir marqué des points en insistant sur la nécessité de clore le débat s'ils sont portés au pouvoir.

La majorité des électeurs des quatre formations est en accord avec l'énoncé « Les immigrants nous imposent trop souvent leurs valeurs et leur religions » (ibid.). On trouve un pourcentage d'accord plus élevé chez les répondants plus âgés, allant de 67% chez les 18-34 ans à 83% chez les 55 ans et plus. L'accord avec l'énoncé décroît en fonction du niveau d'éducation, passant de 83% chez les détenteurs de DES à 60% chez les détenteurs d'un diplôme d'étude supérieure (DEC et plus). C'est une opinion que partagent davantage les francophones que les anglophones et les allophones (80% vs 63%). Les régions sont plus favorables à cet énoncé que Montréal. L'accord avec l'énoncé atteint 86% chez les caquistes, 83% chez les péquistes, 66% chez les libéraux et 60% chez les solidaires. Les partisans du « Oui » sont davantage en accord avec l'énoncé que ceux du « Non » (82% vs 74%).

À la question de savoir si le Canada et le Québec accueillent trop de réfugiés (ibid.), nous trouvons un taux d'approbation très important chez les péquistes et les caquistes, un taux plus faible chez les Libéraux, et encore plus faible chez les solidaires. L'accord avec l'énoncé croît avec l'âge: 60% chez les 18-34 ans, 74% chez les 35-54 ans et 77% chez les 55 ans et plus. Les francophones répondent davantage par l'affirmative (74%) que les anglophones et les allophones (62%). Bien que le taux d'approbation avec l'énoncé tende à diminuer avec le niveau de scolarité, il reste élevé à 58% chez les détenteurs d'une éducation supérieure.

Ces données montrent ainsi une proximité des cadres sociaux de la perception sur les enjeux touchant à l'immigration et au pluralisme culturel chez les répondants caquistes et péquistes. Ce qui laisse penser que c'est moins le discours pro-laïcité qui a été nuisible au PQ en 2012, 2014 et 2018, que son nationalisme en quête d'un État.

QS ou les antinomies d'un nationalisme pluraliste en quête d'un État

QS, pour sa part, propose une conception plus volontariste de la nation qui ne se limite pas à la protection de l'histoire et des traits culturels du groupe majoritaire. Les

résultats de la section précédente situent souvent les électeurs de QS plus proches du pôle pluraliste qu'homogénéisant quand ils sont questionnés sur des enjeux comme l'immigration, la religion ou l'accueil des réfugiés. Ils tendent à être plus favorables à l'accueil des réfugiés et à avoir une perception de l'immigration plus proche de celle des électeurs du PLQ que du PQ ou de la CAQ. La formation se trouve donc à promouvoir un nationalisme en quête d'un État au près d'un électorat plus pluraliste et libéral sur les enjeux relatifs aux droits de la personne que celui des autres partis nationalistes.

Pour prendre la mesure du nationalisme du discours officiel de QS, nous avons procédé à une analyse de 29 publications Facebook, de quatre lettres ouvertes écrites et partagées sur les réseaux sociaux, ainsi que du programme officiel de QS entre 2015 et 2019. Les profils sélectionnés sont ceux des deux porte-paroles du parti, Manon Massé et Gabriel Nadeau-Dubois, ainsi que des députés Catherine Dorion et Sol Zanetti. Les mots-clés retenus pour la recherche étaient « Nationalisme », « Nation », « Indépendance » et « Souveraineté ».

L'analyse de documents officiels, de publications Facebook ou d'interventions médiatiques permet de cerner le discours officiel promulgué par le parti, un discours visant à s'auto-représenter, ou à se cadrer, devant l'électorat et ainsi à mobiliser ce dernier. Ces sources occultent habituellement les considérations stratégiques qui sous-tendent leur publication et ne permettent pas de bien cerner le fossé qui peut exister entre les convictions de l'état-major du parti, de ses membres et de ses électeurs potentiels. Par contre, elles offrent une vitrine sur les actes de langage au moyen desquels les acteurs tentent de mobiliser des électeurs autour du projet indépendantiste dans le contexte actuel. Les publications Facebook et les énoncés médiatiques en campagne électorale sont publics et destinés à un large auditoire.

Le programme de QS indique que le parti est souverainiste (Québec Solidaire 2018). L'indépendance y est décrite comme essentielle « parce qu'elle est nécessaire à la préservation et au développement d'une nation unique par son histoire et sa culture en constante évolution, autour d'une langue commune, le français » (82). Le parti considère que pour accomplir son projet de société, le Québec doit disposer de l'ensemble de ses pouvoirs « aux plans politique, économique et culturel » (ibid.). Le parti définit la nation autant par le passé du Québec que par ce qu'il constitue aujourd'hui et soutient qu'elle « n'est donc pas seulement une cristallisation d'événements passés, un « morceau d'histoire solidifié », mais aussi et en même temps le produit d'un processus inachevé » (ibid.). Le programme spécifie que la nationalité québécoise « doit être définie essentiellement par le fait de vivre au sein d'une même nation et de participer à la vie de la collectivité qu'elle incarne » (ibid.). Cette nation est diversifiée, bien qu'elle se définisse en relation avec l'histoire de la communauté francophone au Québec; elle reste « ouverte aux apports extérieurs puisqu'elle ne repose pas sur l'origine ethnique, mais sur l'adhésion volontaire à la communauté politique québécoise » (ibid.). En somme, l'indépendance serait nécessaire pour en arriver à une société juste, égalitaire, féministe et écologiste.

Cette représentation de la nation québécoise se retrouve dans les discours analysés. Ceux-ci sont critiques du conservatisme et du projet « ethnique » que le parti associe aux positions de la CAQ et du PQ (Massé et al. 2017), mais ils sont également hostiles à l'égard du multiculturalisme qu'ils associent à un phénomène de ghettoïsation (Dorion 16 août 2018). Le discours ethnique et conservateur est critiqué pour son manque d'humilité, de compassion, pour ne pas faire preuve d'inclusion, ainsi que pour affaiblir le mouvement indépendantiste en bornant son attrait à la communauté francophone d'origine canadienne-française. À l'inverse, les discours analysés présentent une conception de la nation qui revendique l'héritage de la révolution tranquille et de la décolonisation internationaliste. Dans les mots de Zanetti, « le nationalisme bien compris est un internationalisme » (Zanetti 25 septembre 2019). Les discours analysés montrent que le parti s'inspire beaucoup des mouvements indépendantiste écossais et catalans qui « se sont tenus loin de toute tentation de stigmatiser l'immigration » (Nadeau-Dubois et al. 2017, s.p.) pour faire avancer leur projet.

C'est désormais l'environnement qui est le plus souvent invoqué pour appuyer l'indépendance (neuf mentions). Viennent ensuite, à cinq mentions, l'opposition à la mondialisation économique et la capacité pour le Québec de signer ses propres accords commerciaux ainsi que la nouvelle opportunité que serait l'indépendance pour négocier une relation de coopération avec les communautés autochtones conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones. L'autodétermination dans un sens plus général (contrôle sur ses lois, sa démocratie, ses impôts et ses relations internationales) obtient quatre mentions, et la possibilité de redéfinir le système politique québécois obtient une mention. Les discours étudiés mentionnent à deux reprises le souhait de renouveler le discours sur l'indépendance en l'adaptant à la réalité contemporaine.

Le nationalisme en quête d'un État mobilisé par QS, bien que cohérent avec les positions du parti sur l'environnement et les droits autochtones, est cependant moins au diapason avec son électorat. De nombreux électeurs du parti n'y adhèrent pas. Cette orientation politique est encore moins populaire chez les jeunes. Dans un sondage Ipsos de 2018, 63% des répondants solidaires soutenaient que le débat sur la souveraineté était dépassé et qu'il ne devrait pas être un enjeu électoral (Ipsos 2018b). Seulement 37% de ces répondants souhaitaient une réouverture du débat constitutionnel en juin 2017 (Léger 2017b). Le même sondage nous apprenait que seulement 29% des répondants solidaires soutenaient qu'il s'agissait d'un débat important. Les solidaires considéraient plus que tout autre groupe partisan qu'il ne s'agissait pas d'un problème du tout (31%). Enfin, l'étude menée par la sociologue Claire Durand sur les raisons invoquées par les électeurs pour expliquer leur choix électoral en 2018 indiquent que moins de 1% des électeurs de la formation ont répondu l'avoir appuyée en raison de la question nationale (Durand 2019). L'« appréciation des chefs », « la volonté de changement » et l'« environnement » furent mentionnés par près de 75% de ses électeurs pour expliquer leur choix. La

même étude indique que moins de 14,5% des électeurs de QS se disaient très favorables à la souveraineté, 32,5% se disaient assez favorables, 27,7% se disaient peu favorables et 25,5% se disaient pas du tout favorables (ibid.). Des sondages antérieurs avaient également montré que l'appui à la souveraineté était loin de faire l'unanimité chez les électeurs de QS (Durand 2014). Également d'importance est l'appui que reçoit QS des allophones et des communautés immigrantes, des communautés habituellement moins emballées par le projet de souveraineté que la majorité francophone d'origine canadienne-française.

Que peut-on conclure des mobilisations nationalistes privilégiées par les deux formations émergentes lors de l'élection de 2018 ? La CAQ a une assez grande marge de manœuvre en ce qui a trait à ses stratégies de mobilisation. Elle courtise autant les électeurs portés par un nationalisme homogénéisant que les nationaux-populistes. Elle rassure les fédéralistes qui s'inquiétaient de la prise de distance du PLQ d'avec les revendications nationalistes s'inscrivant dans le cadre d'un fédéralisme asymétrique. Elle parvient à attirer une part non négligeable de souverainistes. Son répertoire de mobilisation lui permet à la fois de cueillir le fruit semé par les intellectuels nationalistes sur les questions identitaires et de damner le pion au PLQ sur des terrains du nationalisme de consolidation étatique délaissés sous les gouvernements libéraux de Jean Charest et Philippe Couillard. Le parti a su rassembler beaucoup d'électeurs en s'appuyant sur des catégories existantes et politiquement fortes comme l'âge, la langue et la ruralité, détournant certains électeurs péquistes avec un projet moins polarisant que l'indépendance. Cependant, l'adoption de mesures national-populistes en matière d'immigration dérange certainement ceux qui cherchent à maintenir le rapport de force du Québec au sein de la fédération et qui y voient des mesures à courtes vues qui diminuent le poids démographique, politique et économique du Québec. Enfin, la principale raison qui poussa les électeurs à voter pour la CAQ, « la volonté de changement », est une raison sur la base de laquelle il est difficile de faire des gains à long terme. C'est une propriété paradoxale de la légitimité charismatique qu'elle doit se présenter perpétuellement comme en rupture avec le présent si elle veut se maintenir dans le temps.

QS pour sa part s'est donné une marge de manœuvre beaucoup plus mince. Depuis plusieurs années, autour de 50% des électeurs du parti ne semblent pas partager l'agenda indépendantiste de son état-major. Analysant un sondage CROP de mars 2014 sur le vote, la sociologue Claire Durand soulignait que 48% des électeurs pressentis de QS envisageaient voter « non » à un éventuel référendum sur la souveraineté du Québec (Durand 2014). Le parti bénéficie en partie d'une croissance démographique annuelle en faisant le plein de jeunes qui allaient traditionnellement davantage au PQ, mais ces jeunes sont moins portés vers le nationalisme en quête d'un État promu par le parti. Alors que les 18-34 ans gonflaient le vote souverainiste jusqu'aux années 2000, ils dégringolaient sous les 50% depuis 2009. De plus, l'adhésion au pluralisme d'une partie de l'électorat de QS le place en porte à faux avec le type

de stratégies de polarisation linguistique, ethnique ou politique qui accompagne nécessairement les dynamiques amis-ennemis qui structurent les démarches référendaires. Le fait que la base se soit déjà positionnée contre une alliance stratégique indépendantiste avec le PQ révèle ce faussé entre le *membership* du parti et l'état-major.

Le PQ est parvenu à coaliser pendant quelques décennies des nationalistes en quête d'un État de plusieurs orientations politiques. QS est dans une situation très différente. Le parti fédère des électeurs derrière un éventail de positions associées à la gauche. Pour la survie et l'expansion de cette coalition, la tension entre les différentes orientations à l'égard des nationalismes mobilisés par QS constitue une bombe à retardement.

Bibliographie

- Balthazar, Louis, 2013, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, Montréal : VLB éditeur.
- Béland, Nicolas/Éric Forgues/Maurice Beaudin, 2010, « Inégalités salariales et bilinguisme au Québec et au Nouveau-Brunswick, 1970 à 2000 », *Recherches sociographiques*, 51, n° 1-2, 75-101.
- Belkhdja, Chedly/Christophe Traisnel, 2011, « Une communauté nationale assiégée ? Lectures critiques de la diversité et du pluralisme par les « nouveaux penseurs de sensibilité conservatrice » en France et au Québec », dans : Micheline Labelle/Jocelyne Couture et Frank Remiggi (dir.), *La communauté politique en question. Regards croisés sur l'immigration, la citoyenneté, la diversité et le pouvoir*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 121-142.
- Brubaker, Rogers, 2004, *Ethnicity without Groups*, Cambridge: Harvard University Press.
- , 1998, « Myths and Misconceptions in the Study of Nationalism », dans : John A. Hall (dir.), *The State of the Nation. Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*, Cambridge : Cambridge University Press, 272-306.
- CAQ, 2018, *Orientations*: Campagne électorale 2018, <https://coalitionavenirquebec.org/wp-content/uploads/2019/06/coalitionavenirquebec-org-fr-blog-enjeux-2018.pdf> (consulté le 12 décembre 2020).
- , 2015, *Un nouveau projet pour les nationalistes du Québec*, déclaration présentée au Conseil général de la Coalition Avenir Québec, Laval, 8 novembre 2015, <https://coalitionavenirquebec.org/wp-content/uploads/2018/08/projet-nationaliste.pdf> (consulté le 12 décembre 2020).
- Castonguay, Charles, 1997, « Évolution de l'assimilation linguistique au Québec et au Canada entre 1971 et 1991 », *Recherches sociographiques*, 38, n° 3, 469-490.
- Cloutier, Édouard/Jean Guay/Daniel Latouche, 1992, *Le virage: l'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960 ou comment le Québec est devenu souverainiste*, Montréal : Québec/Amérique.
- Dion, Léon, 1975, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal : Hurtubise HMH.
- Dorion, Catherine, 2018, « Lettre à mes amis boomers », *Le Soleil*, 12 août 2018, <https://www.lesoleil.com/opinions/point-de-vue/lettre-a-mes-amis-boomers-3016c14e92681944338340780528fb35> (consulté le 12 décembre 2020).
- Dufour, Frédéric Guillaume, 2019, *Sociologie du nationalisme. Relations, Cognition, Comparaisons et Processus*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Dufour, Pascale, 2012, « Québec Solidaire : au-delà du tiers-parti, une transformation majeure du paysage politique Québécois », dans : Réjean Pelletier (dir.), *Les partis politiques québécois dans la tourmente. Mieux comprendre et évaluer leur rôle*, Québec : Presses de l'Université Laval, 333-360.

- Dufresne, Yanick/Charles Tessier/Eric Montigny, 2019, « Generational and life-cycle effects on support for Quebec independence », *French Politics*, 17, n° 2, 50–63.
- Dupuis-Déri, Francis/Marc-André Éthier (dir.), 2016, *La guerre culturelle des conservateurs québécois*, Saint-Joseph-du-Lac : M Éditeur.
- Durand, Claire, 2019, « 2018 : Les raisons du vote », *Policy Options*, <https://policyoptions.irpp.org/magazines/february-2019/quebec-2018-les-raisons-du-vote/> (consulté le 12 décembre 2020).
- , 2014, « Les jeunes décrochent de la souveraineté », *La Presse*, 19 mars 2014, https://plus.lapresse.ca/screens/4234-d4e8-5326fe6f-8357-7c5cac1c606d__7C__kVZlJeTbWQZB.html (consulté le 12 décembre 2020).
- Élections Québec, 2018, *Rapport des résultats officiels du scrutin - Élections générales du 1 octobre 2018*, https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/popup/resultats_officiels_octobre_2018.php (consulté le 20 décembre 2020).
- Gagné, Gilles/Simon Langlois, 2002, *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Gagnon, Alain-G, 2000, « Plaidoyer pour l'interculturalisme », *Possibles*, 24, n° 4, 11-25.
- Gellner, Ernest, 1989, *Nations et nationalismes*, Paris : Payot.
- Hechter, Michael, 2000, *Containing Nationalism*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Juteau, Danièle, 2015, « Les ambiguïtés de la citoyenneté québécoise. Exit le pluralisme ? », dans : *L'Ethnicité et ses frontières, deuxième édition*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 235-262.
- Lamonde, Yvan, 2016, *La Modernité au Québec, tome 2 : La Victoire différée du présent sur le passé*, Montréal : Fides.
- Langlois, Simon, 2018, « L'indépendance du Québec, projet générationnel dans l'impasse », *Refondations nationales au Québec et au Canada*, Québec : Septentrion, 223-256.
- Lemieux, Vincent, 2011, *Les partis générationnels au Québec. Passé, présent, avenir*, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Mahéo, Valérie-Anne/Éric Bélanger, 2018, « Is the Parti Québécois Bound to Disappear? A Study of the Current Generational Dynamics of Electoral Behaviour in Quebec », *Revue canadienne de science politique*, 51, n° 2, 335-356.
- Malešević, Siniša, 2013, *Nation-States and Nationalisms: Organization, Ideology and Solidarity*, Londres : Polity.
- Massé, Manon/Gabriel Nadeau-Dubois/Nika Deslauriers, 2017, « Aller de l'avant et ne laisser personne derrière », *Le Devoir*, 24 juin 2017, <https://www.ledouvoir.com/opinion/idees/502017/aller-de-l-avant-et-ne-laisser-personne-derriere> (consulté le 12 décembre 2020).
- Mill, Sean, 2010, *The Empire Within. Postcolonial Thought Activism in Sixties Montreal*, Montreal: McGill Queens University Press.
- Mudde, Cas/Rovira Kaltwasser, 2018, *Brève introduction au populisme*, Paris : Éditions de l'Aube.
- Müller, Jan-Werner, 2016, *What is Populism?*, Philadelphie : University of Pennsylvania Press.
- Nadeau-Dubois, Gabriel/Manon Massé/Sol Zanetti, 2017, « En stigmatisant les demandeurs d'asile, Jean-François Lisée fait reculer l'indépendance », *Le Devoir*, 30 août 2017, <https://www.ledouvoir.com/opinion/libre-opinion/506834/en-stigmatisant-les-demandeurs-d-asile-lisee-fait-reculer-l-independance> (consulté le 12 décembre 2020).
- Office québécois de la langue française (OQLF), 2019, *Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec*, Québec.
- Piotte, Jean-Marc, 2003, *L'ADQ À droite toute! Le programme de l'ADQ expliqué*, Montréal : Éditions Hurtubise.
- /Jean-Pierre Couture, 2012, *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur*, Montréal : Québec/Amérique.

- Québec Solidaire, 2018, « 11. Programme pour un Québec souverain et solidaire », *Programme politique de Québec Solidaire*, 82-86, https://api-wp.quebecsolidaire.net/wp-content/uploads/2016/01/18-01958-qs2018_programme-politique_f.pdf (consulté le 12 décembre 2020).
- Rioux, Marcel, 1978, *La question du Québec*, Montréal : Parti pris.
- Salée, Daniel, 2016, « Vivre-ensemble et dynamiques de pouvoir : éléments pour comprendre l'anxiété antipluraliste actuelle des Québécois », dans : A.-G. Gagnon/J.-C. St-Louis, *Les conditions du dialogue au Québec. Laïcité, réciprocité, pluralisme*, Montréal : Québec/Amérique, 253-281.
- , 2010, « Penser l'aménagement de la diversité ethnoculturelle au Québec Mythes, limites et possibles de l'interculturalisme », *Politique et Société*, 29, n° 1, 145-180.
- St-Louis, Jean-Charles, 2017, « Les débats sur l'identité et la citoyenneté au Québec », dans : Alain-G. Gagnon/David Sanschagrin (dir.), *La politique québécoise et canadienne*, 2^e éd., Acteurs, institutions, sociétés, Québec : Presses de l'Université du Québec, 87-107.
- Vallée-Dubois, Florence/Ruth Dassonneville/Jean-François Godbout, 2017, « About time: age, period, and cohort effects on support for Quebec sovereignty », *Nations and Nationalism*, 23, n° 4, 435-466.
- Weber, Max, 1995, *Économie et société*. Tome 1. Paris : Plon.
- Wimmer, Andreas, 2013, *Ethnic Boundary Making*, Oxford, Oxford University Press.
- , 2009, « Herders's Heritage and the Boundary-Making Approach: Studying Ethnicities in Immigrant Societies », *Sociological Theory*, 27, n° 3, 244-270.
- , 1997, « Who owns the State? Understanding Ethnic Conflict in Post-Colonial Societies », *Nations and Nationalism*, 3, n° 4, 631-665.

Sondages d'opinion

- CROP, 2016a, « Évolution du climat politique au Québec. Politique provinciale et fédérale », 14-18 janvier, <https://sondage.crop.ca/survey/start/cawi/Rapport%20politique%20-%20Jan%202016.pdf>.
- , 2016b, « Politique au Québec. Perceptions des Québécois », 7-12 décembre, [https://sondage.crop.ca/survey/start/cawi/Politique%20Quebec%20et%20Canada%20\(Decembre%202016\).pdf](https://sondage.crop.ca/survey/start/cawi/Politique%20Quebec%20et%20Canada%20(Decembre%202016).pdf).
- Ipsos, 2018a, « La politique au Québec », 2-4 février, sondage réalisé pour La Presse, <https://www.ipsos.com/fr-ca/news-polls/la-caq-se-classe-en-tete-des-intentions-de-vote>
- , 2018b, « Profil des électeurs québécois », 29 avril au 2 mai, sondage réalisé pour La Presse, <https://www.ipsos.com/fr-ca/news-polls/la-presse-profil-des-electeurs-quebecois>
- , 2018c, « Les jeunes et la campagne électorale », 31 août au 6 septembre, sondage réalisé pour La Presse, [https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2018-09/rapport_ - _les_jeunes_et_la_politique_-_ipsos_-_la_presse_13092018.pdf](https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2018-09/rapport_-_les_jeunes_et_la_politique_-_ipsos_-_la_presse_13092018.pdf)
- , 2018d, « La politique québécoise », 20-23 septembre, sondage réalisé pour La Presse et Global News, https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2018-09/rapport_25_sept_la_presse_global_news_-_v2.pdf
- , 2018e, « La politique québécoise », 26-28 septembre, sondage réalisé pour La Presse et Global News, https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2018-09/rapport_la_presse_global_news_29_septembre_2018.pdf
- , 2017, « Sondage sur la politique québécoise Ipsos-La Presse », 14-17 octobre, sondage réalisé pour La Presse, <https://www.ipsos.com/fr-ca/news-polls/le-parti-liberal-32-demeure-en-tete-des-intentions-de-vote>

- Léger, 2019a, « Statut du Québec. Sondage auprès des Québécoises et Québécois », 1-5 novembre, sondage réalisé pour L'Actualité, no de projet 12933-326, <https://media.lactualite.com/2019/12/930720d0-sondage-lactualite-leger-legault-1-an.pdf>
- , 2019b, « La politique au Québec », 22-25 novembre, sondage réalisé pour Le Journal de Montréal, <https://leger360.com/wp-content/uploads/2019/11/Politique-QC-publication-le-26-nov-2019.pdf>
- , 2018, « La politique provinciale au Québec. Intentions de vote des Québécois à l'élection provinciale de 2018 », 26 février au 1^{er} mars, sondage réalisé pour *Le Devoir*, *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*, no de projet 12073-082, https://www.ledevoir.com/documents/pdf/ld_sondage_leger_politique_qc_mars_2018.pdf
- , 2017a, « La politique au Québec et le nouveau président des États-Unis, Donald Trump », 17-19 janvier, sondage réalisé pour *Le Journal de Montréal*, *Le Journal de Québec* et *Le Devoir*. <https://leger360.com/wp-content/uploads/2017/01/SOFR20172301.pdf>
- , 2017b, « La politique au Québec », 19-21 juin, sondage réalisé pour *Le Devoir*, http://www.ledevoir.com/documents/pdf/sondpolqc_24017.pdf
- , 2017c, « La politique provinciale au Québec », 27-30 novembre, sondage réalisé pour *Le Devoir*, https://www.ledevoir.com/documents/pdf/sondage_qcpol_2dec17.pdf
- , 2014, « Sondage – Politique provinciale. Intentions de vote, budget et course à la direction au Parti Québécois. Étude Qualitative », 7-8 mai, sondage réalisé pour *Le Devoir*, https://www.ledevoir.com/documents/pdf/rapport_mai_2014.pdf
- , 2012, « Élections Québec 2012. Sondage politique – semaine 2 », 6-8 août, sondage réalisé pour *Le Devoir*, <https://www.ledevoir.com/documents/pdf/sondage10aout.pdf>

Publications Facebook

- Dorion, Catherine, 14 septembre 2019, ÇA C'EST MON PARTI, <https://www.facebook.com/catherinedorionqs/posts/1088385498219281>.
- , 16 août 2018, QS multiculturaliste ?, <https://www.facebook.com/watch/?v=506051836488309>.
- , 7 août 2018, Nous sommes une force, nous allons reprendre notre vie collective en main et nous allons nous battre, comme nos parents et nos grands-parents l'ont fait avant nous, <https://www.facebook.com/catherinedorionqs/videos/788909024833598/>.
- Massé, Manon, 17 avril 2019, On en a une fois de plus la preuve, le projet de loi sur la laïcité est loin de faire le consensus, contrairement à ce que prétend la CAQ, <https://www.facebook.com/QS.ManonMasse/posts/2153573241393282>.
- , 9 avril 2019, On ne peut pas faire l'indépendance sans les Premières Nations!, <https://www.facebook.com/QS.ManonMasse/posts/2141999662550640>.
- , 23 septembre 2018, Pour que le peuple puisse prendre une décision en toute connaissance de cause sur l'avenir du Québec, un gouvernement solidaire mandatera le Ministère des Finances d'établir le cadre budgétaire des premières années d'un Québec indépendant. <https://www.facebook.com/QS.ManonMasse/posts/1866983883385554>.
- , 24 avril 2015, J'ai rencontré aujourd'hui le grand chef de la Nation Atikamekw, Constant Awashish, en compagnie de mon collègue et président de Québec solidaire, Andrés Fontecilla, <https://www.facebook.com/QS.ManonMasse/photos/a.338116212939003/797320293685257/?type=3&theater>.
- Nadeau-Dubois, Gabriel, 27 novembre 2019, L'industrie des combustibles fossiles n'est plus rentable, <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/posts/985549541804281>.

- , 19 novembre 2019, J'ai besoin de rectifier et clarifier certaines choses qui ont été dites, écrites et pensées aujourd'hui : non, je ne donne pas de « munitions » au PLQ, <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/posts/978715422487693>.
- , 15 novembre 2019, Vous, votre fin de semaine ?, <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/posts/975178499508052>.
- , 5 novembre 2019, Ce matin, toutes les oppositions à l'Assemblée nationale étaient réunies pour dénoncer la réforme de l'immigration du gouvernement de la CAQ, notamment sur l'abolition du Programme de l'expérience québécoise, <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/posts/966323943726841>.
- , 23 octobre 2019, François Legault est maintenant un farouche partisan de l'unité canadienne, <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/posts/955235421502360>.
- , 13 septembre 2019, C'est le temps de dire aux Québécois et Québécoises qu'il existe un autre nationalisme au Québec, qu'il existe une autre vision de l'identité québécoise, une vision rassembleuse, moderne, inclusive, une vision qui rime avec solidarité et projet de société et qui rime surtout avec indépendance. <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/posts/923564458002790>.
- , 11 novembre 2017, L'indépendance du Québec devrait être synonyme d'un projet de transformation sociale et d'émancipation, <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/videos/514030548956185/>.
- , 21 octobre 2017, Vous étiez plus d'une centaine à vous déplacer hier soir à Rimouski pour une grande soirée publique sur le thème de l'indépendance!, <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/posts/504418086584098>.
- , 22 juillet 2017, « On est libres. On a exprimé plusieurs fois notre liberté de choix » a dit Philippe Couillard dans une entrevue jeudi, <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/posts/464960313863209>.
- , 8 juin 2017, Une vieille toune sur « repeat », <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/videos/443673525991888/>.
- , 27 mai 2017, Réponse à PSPP : Paul, tu as eu du courage. Dommage que ton parti ne t'ait pas écouté, <https://www.facebook.com/GNadeauDubois/posts/437845959907978>.
- Zanetti, Sol, 17 janvier 2020, Une autre raison pour laquelle l'indépendance du Québec est nécessaire et urgente, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/posts/498320667536902>.
- , 3 décembre 2019 Le Canada dort au gaz et il a besoin d'un électrochoc pour se réveiller : l'indépendance du Québec, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/posts/464302344272068>.
- , 15 novembre 2019, Québec solidaire apporte beaucoup de nouvelles choses au mouvement indépendantiste, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/posts/451294535572849>.
- , 5 novembre 2019, Raisons de faire l'indépendance du Québec, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/posts/444504519585184>.
- , 2 octobre 2019, Pour faire un Québec vert, il va falloir faire un Québec indépendant, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/videos/411537486225113/>.
- , 25 septembre 2019, Si je suis indépendantiste aujourd'hui, c'est en grande partie à cause de Pierre Falardeau, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/posts/417684585600511>.
- , 27 juin 2019, Le nationalisme conservateur de la CAQ, c'est comme une plante en plastique, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/posts/371083030260667>.
- , 31 mars 2019, Voici une motion d'urgence que les membres de QS viennent d'adopter au conseil national en réaction au mépris de la démocratie québécoise exprimée cette semaine par le gouvernement canadien, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/posts/328907797811524>.
- , 26 novembre 2018, Pour avoir des traités commerciaux qui protègent nos intérêts en matière d'agriculture, c'est de négocier nous-mêmes nos traités commerciaux, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/posts/277739039595067>.

- , 20 septembre 2018. Depuis le début de la campagne, on ne compte plus le nombre d'articles qui tapent sur le clou de la supposée aversion des jeunes envers l'indépendance, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/posts/255060905196214>.
- , 26 avril 2018, Le sondage paru hier indiquant que la majorité des Québécoises et Québécois verrait d'un œil favorable que les nouveaux arrivants soient obligés d'apprendre le français montre l'attachement collectif que nous portons à notre langue, <https://www.facebook.com/solzanettiqs/posts/174454873256818>.